

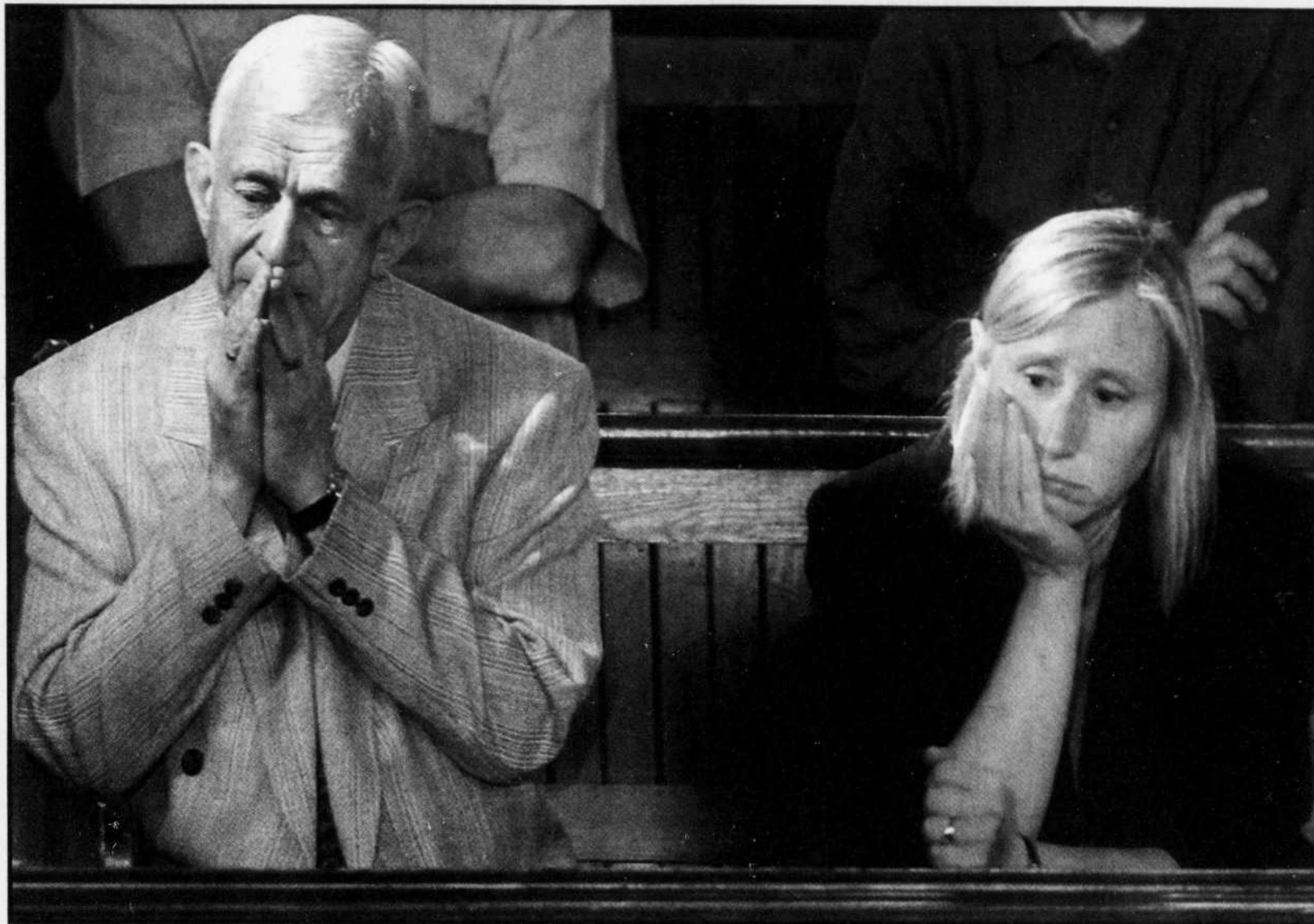
# LE DEVOIR

VOL. XCII N° 209

LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 SEPTEMBRE 2001

1,95\$ + TAXES = 2,25\$

## Le deuil



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

**TRISTESSE** et recueillement ont marqué la journée d'hier alors que de nombreux Montréalais ont prié à la mémoire des victimes des attentats du World Trade Center et du Pentagone lors d'une messe œcuménique à l'église St. James United Church, au centre-ville de Montréal. Une minute de silence a été observée dans la métropole en après-midi, et le service de métro a été brièvement interrompu à cette occasion. Des cérémonies se sont déroulées partout dans le monde en signe de solidarité avec la douleur des Américains. Des bouquets de fleurs se sont amoncelés devant les ambassades américaines de plusieurs grandes villes. À Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a réitéré son message d'appui à son homologue américain au cours d'une messe en plein air sur la colline parlementaire. À lire en page A 5.

## Les raisons du fanatisme

Les gens qui s'attaquent à des civils sont des assassins. On les appelle terroristes lorsqu'ils camouflent dans une cause, un parti ou une religion leur absolu irrespect des êtres humains. Entre les criminels qui ont mis New York en ruine et les terroristes de la Résistance, les maquisards qui tendaient des embuscades aux soldats de Somoza au Nicaragua ou les premiers enfants de l'intifada qui combattaient à coups de pierre l'occupant israélien, il ne peut exister ni commune mesure ni comparaison. Les uns sont des assassins, les autres des combattants qui n'ont pas le choix des armes et des tactiques.



Gil Courtemanche

Le gouvernement américain a raison quand il dit que le pays a été attaqué, que ces attentats constituent une forme de déclaration de guerre. Il a aussi raison de tout mettre en place non seulement pour découvrir les coupables, mais pour les punir ainsi que les pays qui les abritent.

Le président Bush, puis tous ses alliés ont déclaré qu'un infâme réseau de criminels avait déclaré la guerre à la démocratie, à la liberté, à l'Occident et que nous devrions entrer en guerre contre eux. Ce n'est ni la démocratie, ni l'Occident qui ont été attaqués le 11 septembre, ce sont les États-Unis. La distinction est fondamentale même si l'ennemi soupçonné des Américains ne partage aucune des valeurs qui nous sont chères.

S'il existe des réseaux terroristes comme ceux de Oussama ben Laden qui peuvent puiser des res-

VOIR PAGE A 12: FANATISME

**La haine du Yankee, une analyse de François Brousseau**  
■ À lire en page A 7

### INDEX

7	Annonces..... B 9	Fonds..... B 6
8	Avis publics B 10	Idées..... A 11
9	Bourse..... B 8	Mots croisés B 10
10	Carrières..... B 4	Météo..... B 2
11	Économie..... B 1	Plaisirs..... B 12
12	Éditorial..... A 10	Sports..... B 11

## Combattre le terrorisme, mais comment?

SERGE TRUFFAUT  
LE DEVOIR

De ce que l'on sait, la structure des pays qui ont aidé les croisés de cette nébuluse, alors il faudra en effet viser l'Afghanistan, le Soudan, le Yémen, le Daguestan, la Tchétchénie et possiblement le Pakistan. Pour quoi ce «possiblement»? Les généraux actuellement au pouvoir au Pakistan aident beaucoup moins les talibans que les gouvernements précédents, notamment celui de Benazir Bhutto, qu'ils ont, c'est à souligner, renversé. La junte militaire pakistanaise est dans les faits en butte aux talibans depuis que ces derniers ambitionnent d'instaurer, par les armes, un émirat islamique au Cachemire.

La riposte ne pourra pas se conjuguer au singulier mais bel et bien au pluriel

Si on vise, comme l'entendent les autorités américaines et leurs alliés de l'OTAN, les armes, un émirat islamique au Cachemire.

VOIR PAGE A 12: TERRORISME



AGENCE FRANCE-PRESSE

En 1997, les sympathisants d'Oussama ben Laden avaient commis l'attentat de Louxor, qui avait fait 58 victimes, presque toutes de nationalité allemande.

# BUSH PRÉPARE LA RIPOSTE

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Tandis qu'aux quatre coins du monde, on rendait hommage aux milliers de victimes des attentats terroristes qui ont abattu les tours jumelles de New York et ébranlé le Pentagone, les États-Unis ont amorcé hier leur déploiement militaire en vue d'une riposte contre les auteurs du crime.

Le président américain George W. Bush a donné le feu vert au rappel sous les drapeaux de 50 000 réservistes, dont plus de 35 000 dans des délais très courts, pour œuvrer «au bon fonctionnement des ports, aux opérations de génie, à l'assistance médicale et à la défense du territoire national».

Deux pétroliers ont été affrétés pour transporter 235 000 barils de gazole du Koweït à Diego Garcia, site d'une importante base aérienne américaine dans

VOIR PAGE A 12: BUSH

## Inquiétude sur l'Europe

Une offensive américaine pourrait transformer la riposte au terrorisme en guerre de religion

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

En s'engageant dans une offensive massive en Afghanistan, les États-Unis pourraient transformer un combat antiterroriste en véritable guerre de religion. C'est ce que craignent de nombreux responsables politiques européens, en particulier en France, où l'on côtoie depuis longtemps l'islam.

À Paris, derrière l'unanimité de façade, la perspective d'un engagement massif en Afghanistan est loin de faire l'unanimité. «Il faut éviter le choc des civilisations», a dit Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères. Le but est «d'améliorer la situation de sécurité de chacun», ajoute le ministre français de la Défense, Alain Richard, «pas de la compliquer encore».

Aussitôt la clause de défense mutuelle (l'article 5) mise en œuvre lors de la réunion des ministres de l'OTAN, les Pays-Bas, la Belgique et la Norvège se sont empressés d'en diluer les conséquences. Les 12 membres européens de l'OTAN ne souhaitent visiblement pas s'engager dans une «bataille du bien contre le mal», pour reprendre les mots de George Bush. «Ce soutien n'est pas un chèque en blanc», a déclaré un porte-parole de Tony Blair. Notre pays «n'est pas en état de guerre et ne veut pas y entrer», a ajouté le ministre des Affaires étrangères de la Norvège, Thorbjørn Jagland.

Partout en Europe, la rhétorique américaine fait craindre que la réplique nécessaire à cet acte terroriste ne dégénère en conflit ouvert avec l'islam.

«Il ne fait pas de doute que, si les États-Unis atta-

VOIR PAGE A 12: EUROPE

Lire aussi en page A 10  
■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon

La tranquillité d'esprit ne s'achète pas. Même avec deux millions de dollars.

Mais on devrait pouvoir se l'acheter. Chez Gestion d'avoirs privés Goodman, nous aidons depuis plus de 30 ans les Canadiens dont l'actif s'élève à plus de deux millions de dollars à atteindre tous leurs objectifs en matière de finances et de planification successorale. En nous concentrant sur la conservation du capital et la croissance à long terme assortie d'avantages fiscaux, nous veillons à ce que vous puissiez relaxer en ce qui concerne vos avoirs. Pour plus de renseignements, communiquez avec Renato Anzovino, vice-président, par téléphone au 1 888 908-7999 ou par courriel à ranzovino@goodmanprivatewealth.com.

Gestion d'avoirs

PREVIS GOODMAN

une division de Dynamic Mutual Funds Ltd.

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### FANATISME

SUITE DE LA PAGE 1

sources partout dans le monde, mobiliser des recrues, des complices, des sympathisants et des exécutants dans des dizaines de pays et aussi s'assurer la complicité de plusieurs pays, ce n'est pas sans raisons. Jamais dans l'histoire une nation a été aussi universellement haïe que les États-Unis. Des centaines de millions d'Arabes, de Sud-Américains, d'Asiatiques et d'Africains boivent du Pepsi, raffolent de la musique et du cinéma américains et portent des vêtements Nike mais n'en pensent pas moins que les Américains sont les prédateurs de la planète. A force de vouloir régir le monde de façon unilatérale et au gré de leurs seuls intérêts économiques, ils ont bâti un immense capital de ressentiment à leur endroit qu'ils avaient jusqu'ici superbement ignoré.

Cette haine a commencé avec la guerre du Vietnam. En même temps se poursuivait l'appui inconditionnel aux pires dictatures de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale. Il y eut le blocus de Cuba, les Contras au Nicaragua, l'alliance géostratégique avec le schah d'Iran, la guerre du Golfe, les sanctions contre l'Irak, le rejet du protocole de Kyoto, l'appui permanent et inconditionnel à Israël, le mépris de l'ONU. Je pourrais multiplier les exemples à l'infini de l'insoutenable arrogance américaine et de son unilatéralisme à l'égard de toutes les nations et de tous les groupes qui ne suivent pas le chemin que trace le drapeau étoilé. Il n'est pas surprenant que tant de volontaires se présentent depuis des décennies pour combattre ce pays qui semble ne respecter en dehors de ses frontières aucun des principes qu'il nous convie maintenant à défendre parce qu'il est blessé chez lui pour la première fois depuis Pearl Harbor. Cela n'excuse pas la barbarie mais l'explique en partie.

C'est bien sûr dans le monde musulman, qui n'est pas le monde arabe, que se cristallise aujourd'hui de la manière la plus radicale cet effrayant ressentiment qui parfois se transforme en folie meurtrière. Mais là encore, il faut rappeler certains faits comme on l'a fait à juste titre cette semaine dans *Le Devoir*. Si ce sont bien les hommes de ben Laden ou de sa nébuleuse qui ont transformé Manhattan en charnier, ces hommes ont été entraînés dans des camps afghans et pakistanais qui ont tous été installés, financés, équipés par le gouvernement américain, qui était prêt à utiliser n'importe qui pour combattre la présence russe en Afghanistan.

Cela nous a donné les talibans, ben Laden et un appareil policier et militaire pakistanais fortement impliqué dans la mouvance extrémiste islamique. C'est aussi au nom de l'intérêt national américain que depuis des décennies les États-Unis soutiennent les dictatures monarchiques du golfe Persique. Ce sont ces mêmes dictatures, l'Arabie Saoudite en tête, qui financent partout dans le monde musulman les mouvements intégristes dont sont issues des organisations comme le Hezbollah au Liban, le Hamas en Israël, les Frères musulmans en Égypte, en Jordanie et en Syrie, le GIA en Algérie, les terroristes musulmans en Indonésie et les islamistes qui détiennent le pouvoir au Soudan.

A force de vouloir régenter le monde dans son confort isolé, le gouvernement américain s'est donné une image de monarque et il est facile pour tous les illuminés de la planète de convaincre des millions de personnes qui se sentent désaffranchies qu'il faut abattre le Grand Satan et que tous les moyens sont justifiés. Oui, il faut combattre tous les ben Laden de la terre, mais si nous ne nous attaquons pas aux raisons de leur existence, des dizaines d'autres apparaîtront.

### Une première arrestation

New York (AFP) — Un responsable de la police fédérale américaine (FBI) a annoncé hier l'arrestation d'une personne dans le cadre de l'enquête sur les attentats qui ont anéanti le World Trade Center à New York et ravagé le Pentagone à Washington mardi. «Aujourd'hui l'équipe d'enquêteurs a arrêté une personne qui n'a pas été identifiée», a dit un responsable interrogé par l'AFP sous couvert de l'anonymat. Cette personne se trouve à New York, a-t-il ajouté, en refusant de fournir plus de détails. C'est la première fois que le FBI annonce une arrestation depuis l'offensive terroriste de mardi.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

**La rédaction**  
Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

### Les petites annonces

**et la publicité par regroupement**  
Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messagerie Dynamique, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Contrat de vente 40012291 Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

l'océan Indien, et de la Corée du Sud au Japon. Un troisième pétrolier a été nolisé pour acheminer 28 000 tonnes de kérosène de la Grèce jusqu'au sud de l'Espagne. Selon des courtiers maritimes cités par l'agence Reuters, le prix payé pour cette cargaison suggère qu'il ne s'agit pas que d'une simple livraison de routine. Le gouvernement espagnol a apporté jeudi son soutien à d'éventuelles représailles américaines, précisant qu'il mettrait ses bases aériennes à la disposition des États-Unis. Ces bases ont déjà été utilisées par les États-Unis pour des opérations aériennes menées pendant la guerre du Golfe et la crise dans les Balkans.

Tout ceci survenait hier alors que le Sénat américain adoptait à l'unanimité, en matinée, une résolution autorisant le président Bush à «utiliser tous les moyens nécessaires et appropriés contre les nations, les organisations ou les personnes qu'il jugera avoir planifié, autorisé, perpétré ou soutenu les attaques terroristes du 11 septembre 2001, voire abrité lesdites organisations ou personnes». Cette résolution, rédigée par des élus républicains et démocrates, s'apparente à un texte adopté en 1991 par le Congrès, avant la guerre du Golfe.

Ces mouvements militaires sont pourtant passés quelque peu inaperçus, toute l'attention étant dirigée vers ces moments de silence observés dans plusieurs capitales du monde, que ce soit à Paris, à Bruxelles, à Londres ou à Sarajevo.

Ainsi, à Washington, George W. Bush a présidé une cérémonie multiconfessionnelle du «jour de prière et de commémoration» à la National Cathedral en présence de plusieurs de ses prédécesseurs, dont M. Bush père, Bill Clinton et Jimmy Carter. «Aujourd'hui, nous exprimons la tristesse de notre nation, a dit M. Bush. Nous nous présentons aujourd'hui devant Dieu afin de prier pour les disparus, les morts et ceux qui les aiment. [...] Notre nation est pacifique, mais elle feroce lorsqu'on la pousse à la colère.»

A Ottawa, les gens se sont mobilisés en nombre impressionnant pour souligner le jour de deuil national décrété à peine 24 heures plus tôt. A l'heure du dîner, plus de 100 000 personnes ont dirigé leurs pas vers la colline parlementaire pour observer trois minutes de silence à la mémoire des victimes des actes

terroristes de mardi. Par milliers, les travailleurs ont quitté les édifices gouvernementaux de la capitale, et les tours de bureaux se sont vidées. L'esprit était au recueillement. La foule chuchotait à peine. Loin d'être une manifestation patriotique, les drapeaux, américains ou canadiens, étaient plutôt rares.

Dans un bref discours, le premier ministre Jean Chrétien a voulu réaffirmer l'amitié qui unit le Canada à son voisin du Sud. «Ne perdez pas courage. Vous n'êtes pas seuls dans votre épreuve. Nous sommes avec vous. Le monde entier est avec vous. Le grand Martin Luther King a dit un jour, en parlant des périodes d'adversité: "Au bout du compte, ce ne sont pas les paroles de vos ennemis qui vous restent en tête, c'est le silence de vos amis." Le Canada n'assistera pas en silence à la douleur de vos compatriotes et aux efforts de reconstruction», a dit M. Chrétien à l'intention de l'ambassadeur des États-Unis, Paul Celluci, présent à la cérémonie.

Le moment était d'autant plus sombre que les chances de retrouver des survivants s'amenuisent d'heure en heure et que les résultats ont jusqu'à présent été plus que décevants. L'enquête, par contre, continue de progresser. Immigration Canada a confirmé avoir arrêté un individu qui serait relié à l'affaire à l'aéroport Pearson de Toronto. Le FBI a dévoilé l'identité de 19 pirates de l'air — un de plus de la veille — qui auraient détourné les quatre avions qui se sont écrasés sur le World Trade Center, sur le Pentagone et en Pennsylvanie. Ils feraient partie d'un réseau relié au leader terroriste Oussama ben Laden.

Encore une fois, c'est du côté de l'Afghanistan que l'attention se tourne, là où vivrait le milliardaire saoudien. La résolution adoptée par le Sénat hier devra être entérinée par la Chambre des représentants aujourd'hui, mais déjà, le secrétaire d'État Colin Powell en expliquait la portée en des termes qui constituent l'avertissement le plus sévère adressé jusqu'à présent au régime des talibans à Kaboul.

«Nous envoyons ce message à tout régime ou pays qui fait des choses similaires. Quoique nous utilisions l'expression "suspect numéro un", nous n'avons pas encore identifié Oussama ben Laden comme responsable direct, mais nous rassemblons beaucoup de preuves qui nous permettront de déterminer bientôt de qui il s'agit. Mais [ben Laden] est certainement le leader d'une telle organisation, et dans la mesure où un gouvernement tel que celui des talibans en Afghanistan appuie

une telle organisation, ils doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas séparer leurs activités des activités de ces responsables. Et dans notre riposte, nous devons prendre en considération non seulement les auteurs du crime mais aussi ceux qui les abritent.»

Déjà, le leader des talibans au pouvoir en Afghanistan, le mollah Mohammad Omar, semblait juger inévitable une riposte des États-Unis contre son pays, invitant sa population à «faire face à toute attaque américaine avec courage et amour-propre». Un porte-parole du régime islamiste, Abdoul Hai Mutamaen, a mis en garde contre d'éventuelles attaques. «Nous nous vengerons si les États-Unis attaquent par différents moyens.»

Au Proche-Orient, le mouvement islamiste armé Hamas ainsi que les Frères musulmans, qui opèrent en Égypte, ont accordé leur soutien aux talibans dans leur appel au ralliement des musulmans contre les États-Unis en cas de frappe.

Les talibans ont aussi avoué le Pakistan de ne pas collaborer, comme il l'a promis, avec les États-Unis. Les Américains exercent énormément de pressions sur le Pakistan, où les talibans ont fait école, pour qu'il apporte tout son appui à la recherche des coupables des attentats terroristes. Le Pakistan, qui possède l'arme nucléaire, est un des trois pays à reconnaître l'actuel régime afghan. «Si le Pakistan coopère, alors il doit s'attendre à devenir un ennemi des Afghans, ce qui est plus dangereux que tout», a indiqué un porte-parole.

Les États-Unis ont réitéré que ce sont eux qui décideront du moment et de la nature de la riposte. Le ministre des Affaires étrangères, John Manley, a indiqué en entrevue avec *Le Devoir* qu'il espère que le Canada sera consulté.

«Nous espérons que les États-Unis vont discuter avec nous et les autres alliés des décisions qu'ils prendront, que ce soit dans le cadre de l'OTAN ou dans celui des relations bilatérales, mais nous avons dit aux États-Unis que nous respecterons nos obligations au sujet de l'OTAN et que nous les appuierons. [...] Cependant, nous avons jugé qu'il s'agit d'une situation assez grave, et à titre de meilleur allié et de plus proche voisin des États-Unis, nous allons participer, comme ils nous demandent de le faire.»

Avec la collaboration de Manon Cornéliier  
Avec AFP et Reuters

## TERRORISME

SUITE DE LA PAGE 1

Restons en Afghanistan. Si on décide d'attaquer ce pays, le pays en son entier, alors on fera forcément des ravages sur le territoire dont l'Alliance du Nord, dirigée jusqu'à il y a peu par le commandant Masoud, a la maîtrise. On s'en prendra donc à ceux qui luttent contre les talibans. On s'en prendra également aux chiïtes qui vivent à l'est du pays et que les talibans exècrent. On l'aura compris: on fera des dégâts chez ceux qui s'opposent aux talibans.

Dans cette histoire, la dimension internationale qui caractérise al-Qaïda interdit, en quelque sorte, une riposte ciblant un pays, un seul pays. La direction du mouvement rassemble trois nationalités: des Algériens, des Égyptiens et des Yéménites. Ben Laden est un Saoudien fils de Yéménites. Le numéro deux du mouvement et possible successeur de ben Laden (qui, soit dit en passant, serait aux prises avec une maladie des os et des reins), le numéro deux, donc, est Égyptien. Il s'appelle Ayman al-Zawahiri. En tant que chef de file de la branche égyptienne du Jihad, il aurait fomenté l'attentat qui a tué, à Louxor, une soixantaine de touristes, en majorité allemands.

La direction du mouvement... En 1988, al-Qaïda est créée. En 1996, ben Laden déclare la guerre aux États-Unis. En 1998, il fonde le Front islamiste international de lutte contre les juifs et les croisés, que chapeaute, que dirige, la haute direction d'al-Qaïda. Nous sommes pour ainsi dire dans la structure verticale, qui comprend en outre un comité des finances. Toujours est-il que ce front a été conçu pour appliquer, concrètement, les trois fatwas ou ordres formulés par ben Laden: radicaliser les groupes islamiques existants et en créer dans les pays où il n'y en a pas, soit dans tous les pays du globe. Ensuite, faire la promotion de la destruction des États-Unis, qui sont le principal obstacle à la réforme des sociétés musulmanes. Enfin, soutenir les moudjahidines qui luttent en Afghanistan, en Algérie, en Bosnie, en Tchétchénie, en Érythrée, au Kosovo, au Pakistan, en Somalie, au Tadjikistan et au Yémen.

Tous les membres d'al-Qaïda ont une motivation commune, une ambition commune: étendre la conception islamiste de la société à tous les pays nommés. Imposer non pas une république, comme c'est le cas de l'Iran, mais bel et bien un émirat islamique des confins de la mer Caspienne à ceux de la Méditerranée. Tous sont donc engagés dans une guerre qualifiée de sainte.

A cette motivation s'ajoutent non pas une mais bien des motivations. Celles-ci ont des fondements

plus politiques. Ainsi, les Algériens de cette nébuleuse, qui sont proches du GIA lorsqu'ils n'en sont pas membres à part entière, ont pour motivation de renverser le pouvoir en place à Alger. Idem avec les Pakistanais, les... Nous voici au cœur de la structure horizontale de l'organisation, celle où le cloisonnement a été imposé, celle où l'on retrouve les cellules qui regroupent les opérationnels et qui existent ici et là. Celles-ci sont concentrées dans les pays occidentaux.

Au début des années 90, un nombre grandissant de musulmans se sont installés dans les pays européens à titre de réfugiés politiques. Ainsi, le nombre d'Algériens qui ont traversé la Méditerranée est passé de 1600 en 1990 à 14 000 en 1993. Beaucoup d'entre eux ont opté pour l'Allemagne, où la loi balaise l'asile politique est plus laxiste qu'en France.

En fait, la géographie de l'asile politique est grosso modo la suivante: en Allemagne, les exilés dits politiques sont originaires d'Albanie, de Bosnie et d'Algérie. En France, ils viennent d'Algérie. En Grande-Bretagne, pays le plus libéral du continent européen, on retrouve des réfugiés venant aussi bien d'Algérie que du Pakistan ou du Kosovo ou...

Les cellules mises en place dans ces pays ont pour principal objectif d'amasser des fonds, de servir de relais à ceux qui font des attentats lorsque ces membres ne les réalisent pas eux-mêmes. Le cloisonnement est si respecté que le membre d'une cellule de Londres, par exemple, peut héberger le membre d'une cellule venant de Francfort sans connaître la finalité de la mission qui lui a été assignée.

Cet univers de cellules se greffe au réseau des associations ou organisations caritatives qui, lui, est au front, si l'on peut dire, du financement d'al-Qaïda. Les paravents qui s'occupent accessoirement d'éducation des jeunes et d'avantage de la lutte armée, du combat à mener contre «les juifs et les croisés», ont notamment pour tâche d'amasser les fonds.

Par le biais de réseaux comme celui de l'International Muslim Relief Organization (IMRO), lui-même lié à la Muslim World League, située en Arabie Saoudite et qui comprend 100 succursales ou filiales réparties dans 30 pays, ces personnes ont recueilli des millions et des millions de dollars américains. Ainsi, entre 1987 et 1995, l'IMRO a distribué 418 millions de dollars, dont 140 millions à des projets... spéciaux!

Lorsqu'on prend en considération les motifs politiques comme les caractéristiques d'al-Qaïda, on ne peut que constater que la riposte ne pourra pas se conjuguer au singulier mais bel et bien au pluriel.

## Tolérance zéro contre l'intolérance

PRESSE CANADIENNE

À la suite des attentats contre les États-Unis et des réactions qui pourraient s'ensuivre, le gouvernement du Québec pratiquera la «tolérance zéro contre l'intolérance». C'est le message qu'a livré hier le premier ministre du Québec, Bernard Landry, qui a rencontré une trentaine de représentants des communautés culturelles et religieuses pendant une heure, à Montréal.

«Nous sommes tous des Québécois, participant à cette société démocratique, démocratie que rien ne doit perturber», s'est-il exclamé.

Le premier ministre s'est dit désolé que «certains groupes de Québécois» aient pu vivre de l'angoisse, du chagrin ou des craintes, voire des «agressions verbales», à cause de leur religion ou de leur pays d'origine, à la suite des attentats survenus le 11 septembre aux États-Unis.

«Il n'est pas convenable que quelqu'un qui est venu vivre avec nous soit catalogué suivant des généralisa-

tions odieuses et soit tenu pour suspect en raison de son origine ou de sa religion», a ajouté M. Landry au cours d'une rencontre de presse qui a suivi la période d'échanges avec les représentants des communautés religieuses et culturelles.

Plusieurs de ces représentants avaient d'ailleurs pris part à la cérémonie interreligieuse qui s'était déroulée en milieu d'après-midi à Montréal.

Flanqué du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Joseph Facal, et du secrétaire d'État à l'Accueil et à l'Intégration des immigrants, André Boucher, le premier ministre Landry a lancé le message de «la tolérance zéro contre l'intolérance».

Plus spécifiquement, il a donné en exemple la lettre que le ministre de l'Éducation, François Legault, a adressée, il y a deux jours, précisant que les responsables scolaires devraient porter attention au moindre incident qui pourrait toucher un enfant.

Déjà, les responsables de la Sécurité publique et les corps policiers sont aux aguets, a-t-il rappelé.

**Restaurant Gutenberg** — cuisine française qui fait bonne impression

Que se passe-t-il dans les coulisses d'un restaurant? Avant d'atterrir dans votre assiette, votre repas est passé sous le couteau et le talent du chef. Curieux d'en savoir plus? Le restaurant Gutenberg vous ouvre son arrière-scène grâce à sa recette *Chef d'un soir*. L'espace d'une soirée, revêtez toque et tablier et cuisinez pour vos convives en compagnie de notre chef, Frédéric Houtin.

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • ☎ Place des Arts • Tél.: 285-8686 • [gutenberg@qc.airs.com](mailto:gutenberg@qc.airs.com)